RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT INDRE ET LOIRE
COMMUNE DE LOUANS

Compte rendu de séance

Séance du 8 Juillet 2025

L'an 2025 et le 8 Juillet à 20 heures 30 minutes, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Madame AVRIL Anaïs, Maire.

Présents : Mme AVRIL Anaïs, Maire, Mme GOUGET Micheline, M. CLISSON Frédéric, M. AUBERT Thomas, M. DAVEAU Dimitri, Mme FINOT Hélène, M. GAUTIER Sébastien, Mme LEMAIRE Virginie-Anne, Mme MIZZI Maëllane

Excusés ayant donné procuration : M. VAH Jean-François à Mme FINOT Hélène, M. FOUSSIER Fabien à M. DAVEAU Dimitri, M. BARON Benoist à Mme GOUGET Micheline, M. JULLIEN Gérald à Mme AVRIL Anaïs

Excusée : Mme BERMELL Charlène

Nombre de membres

- Afférents au Conseil municipal : 14
- Présents : 9

Date de la convocation : 02/07/2025

Date d'affichage : 02/07/2025

Acte rendu exécutoire

après dépôt en Sous-Préfecture

le :

et publication ou notification

du :

A été nommé secrétaire : M. AUBERT Thomas

Objets des délibérations :

SOMMAIRE

- I - Approbation du compte-rendu du Conseil Municipal du 3 juin 2025
- II - Achat terrain ZH 44 - la métairie appartenant à la Succession Sionneau
- III - Validation d'une Convention de mandat relative à l'organisation de la procédure d'Appel à Initiative Privée pour le déploiement de bornes de recharge pour véhicules électrique et hybrides rechar
- IV - Adoption du rapport de consommation des Espaces Naturels Agricoles et Forestiers pour les années 2021 et 2022
- V - Création d'un poste d'adjoint technique territorial

VI - Changement du taux de la Taxe d'Aménagement Communale au 1er janvier 2026

VII - Questions diverses

I - Approbation du compte-rendu du Conseil Municipal du 3 juin 2025

Le compte-rendu de la session du 3 juin 2025 a été envoyé préalablement à l'ensemble des conseillers.

Après en avoir délibéré, et conformément à l'article L 2121-23 du code général des collectivités territoriales, le Conseil Municipal, accepte ce dernier compte-rendu à la majorité des présents (12 voix "POUR" et 1 abstention).

II - Achat terrain ZH 44 - la métairie appartenant à la Succession Sionneau

Madame le Maire informe le Conseil Municipal du courrier reçu le 20 mars 2025 de Maître Aurélie NEVEU, Notaire à Tours Nord, qui nous informe que les héritiers de Mr SIONNEAU Pierre, proposent de procéder à une vente amiable avec la Commune d'une parcelle de 2 900 m² située à « la Métairie » (ZH 44) pour un prix de 5 000 € (cinq mille euros) en l'état.

Sur cette parcelle de terre, non exploitée, se trouvent les ruines d'une ancienne construction (fondations) ainsi que trois hangars/cabanons en tôle. Cette parcelle dispose d'un compteur d'eau.

Le frais de notaire afférents à la vente s'élèverait environ à 650 €uros.

Madame le Maire expose que ce terrain est situé en zone UI du PLU =

- Élément de paysage à protéger (1 691m²)
- Secteur comportant des orientations d'aménagement - Centre bourg et extensions existantes et futures (2 837m²)
- Secteur comportant des orientations d'aménagement - Secteur Est du Bourg (1 158m²)
- Emplacement Réservé n°4 - Bassin de rétention des eaux de ruissellement (464 m²)

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des présents (13 voix "POUR")

DECIDE

- D'acquiescer ce terrain pour une superficie de 2 900 m² pour 5 000 €
- Les frais de notaire afférents à cette vente sont estimés à environ 650 €
- De prélever ces sommes sur l'opération 237 "réserve foncière" sur le budget 2025
- De donner pouvoir au Maire pour signer tous documents nécessaires à la bonne exécution de cette affaire

III - Validation d'une Convention de mandat relative à l'organisation de la procédure d'Appel à Initiative Privée pour le déploiement de bornes de recharge pour véhicules électriques et hybrides rechargeables, au SIEIL

Madame le maire rappelle au conseil municipal que le Syndicat intercommunal d'énergie d'Indre et Loire (SIEIL) a établi, en concertation avec les principaux acteurs du territoire, un schéma directeur de développement des infrastructures de recharge ouvertes au public pour les véhicules électriques et hybrides rechargeables (SDIRVE).

Ce schéma directeur, créé par la loi du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités, a pour objet de définir les priorités de l'action des autorités locales afin de parvenir à une offre de recharge suffisante pour les véhicules électriques et hybrides rechargeables pour le trafic local et le trafic de transit.

Le schéma finalisé a été soumis à l'approbation du Comité syndical le 12 décembre 2023, puis transmis pour validation à la préfecture qui a prononcé un avis favorable sur ce document le 18 janvier dernier.

Une des principales actions mises en avant par le SDIRVE concerne le lancement d'un Appel à Initiative Privée (AIP) sur le domaine public afin d'assurer une dynamique d'équipement du territoire à moyenne échéance et un maillage des bornes rationnel, en termes de localisation et de puissance.

Cette procédure d'AIP, définie par l'article L2122-1-1 du Code général de la propriété des personnes publiques, impose une publicité et une mise en concurrence en matière d'occupation du domaine public en vue d'une exploitation économique.

Le SIEIL propose que cette AIP soit mutualisé à l'échelle de notre département et qu'il soit autorisé à lancer cette procédure au nom et pour le compte de ses collectivités membres.

En effet, cette procédure complexe est importante pour le développement de l'électromobilité dans notre département, elle donnera lieu à l'attribution d'une convention d'occupation du domaine public d'une durée de 17 ans à partir de la notification d'attribution de l'AIP, les deux premières années étant consacrées au déploiement des bornes et les quinze suivantes à leur exploitation et leur maintenance.

Au terme de cette procédure, une convention d'occupation du domaine public sera signée avec chacune des collectivités identifiées par l'opérateur et intéressée par l'implantation de bornes de recharge sur le domaine public.

Les missions confiées au SIEIL incluent :

- La rédaction des éléments nécessaires à la mise en concurrence, notamment les avis de publicité et le dossier de consultation des candidats (règlement de consultation, projet de convention d'occupation du domaine public, etc...);
- La réalisation des opérations de publicité de la procédure d'attribution ;
- La mise à disposition gratuite du dossier de consultation auprès des candidats ;
- Le suivi des questions/réponses posées par les candidats ;
- La réception des candidatures et des propositions ;
- L'organisation de l'ensemble des opérations d'analyse des candidatures et des propositions ;

- La rédaction des rapports d'analyse des candidatures et des propositions ;
- La sélection des candidatures et des propositions ;
- Le cas échéant, l'organisation des négociations avec les candidats ;
- La rédaction d'un rapport d'analyse des propositions finales avec classement des propositions au regard des critères définis par le règlement de consultation, afin que vous puissiez émettre un avis sur l'attribution de l'AIP sur votre territoire ;
- L'information des candidats non retenus et de l'attributaire ;
- La mise au point de la convention d'occupation du domaine public ;
- L'envoi de la convention d'occupation du domaine public pour signature par la commune ;
- La publication de l'avis d'attribution.

Cette mission exercée par le SIEIL en tant que Mandataire ne donnera pas lieu à rémunération.

Madame le maire rappelle, conformément aux articles L. 2125-1 et suivants du CGPPP, que l'occupation domaniale donnera lieu au paiement d'une redevance au profit de la collectivité en fonction des espaces occupés dont elle assure la gestion, tenant compte des avantages de toutes natures procurées par l'occupation.

Le Conseil municipal, après avoir entendu les explications de Madame le Maire, à la majorité des présents (10 voix "POUR", 2 abstentions et 1 voix "CONTRE") :

- **Vu** le Code général des collectivités territoriales,
- **Vu** l'article L2122-1-1 du Code général de la propriété des personnes publiques,
- **Vu le** schéma directeur de développement des infrastructures de recharge ouvertes au public pour les véhicules électriques et hybrides rechargeables (SDIRVE) approuvé le 18 janvier 2025,
- **Considère** les préconisations du SDIRVE de lancer un appel à initiative privée (AIP) après son approbation par les instances préfectorales,
- **Considère** la mission exercée par le SIEIL en tant que Mandataire ne donnant pas lieu à rémunération,
- **Considère** que l'occupation domaniale donnant lieu au paiement d'une redevance au profit de la commune en fonction des espaces occupés,
- **Précise** que la commune donne mandat au SIEIL pour organiser la procédure d'Appel à Initiative Privée pour le déploiement de bornes de recharge pour véhicules électrique et hybrides rechargeables,
- **Précise** que la présente délibération sera notifiée à Monsieur le Président du SIEIL pour information du Comité syndical.

IV – Adoption du rapport de consommation des Espaces Naturels Agricoles et Forestiers pour les années 2021 et 2022

Vu la loi du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets (loi "Climat et Résilience") qui fixe notamment l'objectif national d'absence de toute artificialisation nette des sols en 2050.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et, notamment, l'article L2231-1 qui dispose que le maire d'une commune ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doté d'un plan local d'urbanisme, d'un document d'urbanisme en tenant lieu ou d'une carte communale présente au conseil municipal ou à l'assemblée délibérante, au moins une fois tous les trois ans, un rapport relatif à l'artificialisation des sols sur son territoire au cours des années civiles précédentes.

Vu le décret n°2023-1096 du 27 novembre 2023 relatif à l'évaluation et au suivi de l'artificialisation des sols qui apporte des précisions concernant le contenu du rapport communal ou intercommunal sur l'artificialisation des sols.

Considérant

- Que le rapport triennal a pour objectif de suivre et d'analyser la consommation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers (ENAF) sur le territoire communal ou intercommunal.
- Que la loi Climat et Résilience définit la consommation d'espaces comme "la création ou l'extension effective d'espaces urbanisés sur le territoire concerné". Il s'agit donc de la conversion d'espaces naturels, agricoles ou forestiers en espaces urbanisés.
- Que la Communauté de Communes Loches Sud Touraine propose un rapport des consommations ENAF 2021 et 2022 pour l'ensemble du territoire communautaire.
- Que le rapport proposé intègre les données communales.
- Que le rapport analyse l'ensemble des données des fichiers fonciers 2021/2022 et intègre un système de correction cohérent avec la notion de consommation d'ENAF définie par la loi Climat et Résilience.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, DÉCIDE, à la majorité des présents (11 voix "POUR" et 2 abstentions)

- **D'ADOPTER** les consommations d'Espaces Naturels Agricoles et Forestiers affectés à la commune de LOUANS.

- **D'AUTORISER** la publication et la transmission du rapport :

- Au Préfet de Département.
- Au Président de la Région Centre Val de Loire.
- Au Président de la Communauté de Communes Loches Sud Touraine.

- **D'AUTORISER**, Madame le Maire de la commune, à effectuer toutes les démarches nécessaires à la diffusion de ce rapport.

V – Création d'un poste d'adjoint technique territorial

Le Conseil Municipal ;

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment les articles 34 et 3-3-5° ;

Sur le rapport de Madame le Maire et après en avoir délibéré ; le Conseil municipal, à la majorité des présents (10 voix "POUR" et 1 abstention)

DECIDE

- La création à compter du 30/08/2025 d'un emploi permanent d'adjoint technique territorial dans le grade d'adjoint technique territorial contractuel relevant de la catégorie C à temps non complet, à raison de 25.09 heures hebdomadaires.

Cet emploi sera occupé par un agent recruté par voie de contrat à durée déterminée pour une durée de 6 mois compte tenu : recrutement d'un agent pour assurer les fonctions suivantes : fonction d'ATSEM, accueil périscolaire, surveillance cantine, entretien des locaux.

Le contrat sera renouvelable par reconduction expresse. La durée totale des contrats ne pourra excéder 6 ans. A l'issue de cette période maximale de 6 ans, le contrat de l'agent ne pourra être reconduit que pour une durée indéterminée.

- L'agent devra justifier de son expérience professionnelle et sa rémunération sera calculée, compte tenu de la nature des fonctions à exercer assimilées à un emploi de catégorie C, par référence à la grille indiciaire du grade de recrutement.

VI – Changement du taux de la Taxe d'Aménagement Communale au 1^{er} janvier 2026

Madame le Maire rappelle à l'Assemblée qu'en 2012, il avait été institué la taxe d'aménagement en remplacement de la taxe locale d'équipement.

Par délibération, en date du 17 novembre 2011, le taux a été fixé à 2%.

Madame le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir se prononcer sur une éventuelle augmentation ou bien de laisser le taux à 2%.

Vu le code de l'urbanisme et notamment l'article L 331-9 ;

Vu la loi N°2013-1278 du 29 décembre 2013 de finances rectificative pour 2014 ;

Vu la délibération instituant la taxe d'aménagement sur le territoire communal ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents (13 voix "POUR") :

– **DÉCIDE** de reconduire le taux de 2% au 1^{er} janvier 2026

- **PRÉCISE** que le taux sera reconduit chaque année, sauf si l'Assemblée délibère afin d'en modifier le taux.

- **AUTORISE** Madame Le Maire à signer tous les documents se rapportant au présent dossier.

VII - Questions diverses

- a) Mail de Phoenix France : le CM refuse l'offre d'acquisition de la parcelle ZH N°48 pour 20 000€
- b) Garage à vélos à l'école : Hélène propose de l'agrandir un peu suivant devis et de ranger les ustensiles de jardin sur un côté ou ailleurs
- c) Examen des différents devis pour la plateforme de l'Api-Supérette
- d) Compte-rendu de la réunion avec le maître d'oeuvre pour le projet MAM
- e) Projet MAM : non retenu pour la DETR
- f) Courrier de Sarah Prudor : refus de le repasser à un nouveau conseil

En mairie, le 12/07/2025
Le Maire
Anaïs AVRIL